Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise

PALAIS DE JUSTICE 3 RUE VICTOR HUGO 95300 PONTOISE

N° de gestion 1990D00139

Code de vérification : 25QPufDvIw https://controle.infogreffe.fr/controle



Extrait Khis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

à jour au 8 février 2024

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

353 829 724 R.C.S. Pontoise Immatriculation au RCS, numéro

23/02/1990 Date d'immatriculation

S C I 6 RUE GALANDE A GONESSE Dénomination ou raison sociale

Forme juridique Société civile immobilière

Capital social 1 524,49 Euros

6 Rue GALANDE 95500 Gonesse Adresse du siège

Jusqu'au 23/02/2089 Durée de la personne morale

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant - Associé

LEBECQ WILLIAM ANDRE PAUL Nom, prénoms

Le 27/01/1956 à 95 GONESSE Date et lieu de naissance

Nationalité Française

52 Avenue François Mitterand 95500 Gonesse Domicile personnel

Associé

LEBECO Xavier Nom, prénoms

Le 03/05/1984 à Villiers-le-Bel (95) Date et lieu de naissance

Nationalité Française

Domicile personnel 52 Avenue François Miterrand 95500 Gonesse

Associé

CROXO Brigitte Nom, prénoms

Nom d'usage LEBECQ

Date et lieu de naissance Le 30/08/1955 à Hénin-Beaumont (62)

Nationalité Française

Domicile personnel 52 Avenue François Mitterand 95500 Gonesse

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 6 Rue GALANDE 95500 Gonesse

Acquisition, gestion, administration de tous immeubles bâtis ou non bâtis construction d'immeubles à usage d'habitation, industriel, ou commercial Activité(s) exercée(s)

20/02/1990 Date de commencement d'activité

Origine du fonds ou de l'activité Création

Greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise

PALAIS DE JUSTICE 3 RUE VICTOR HUGO 95300 PONTOISE

N° de gestion 1990D00139

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 23885 du 01/01/2002

Conversion du capital social en euros effectuée d'office par le greffier du tribunal de commerce en application du décret N° 2001-474 du 30 mai 2001

Le Greffier

